

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
29 mai 2020
Français
Original : anglais

Lettre datée du 29 mai 2020, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous transmettre la déclaration du Royaume-Uni en réponse à la déclaration faite par le Représentant permanent de la Mission du Venezuela auprès de l'Organisation des Nations Unies, lors de la réunion des membres du Conseil de sécurité consacrée à la situation au Venezuela qui s'est tenue le 20 mai 2020 (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente
du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(*Signé*) Jonathan Allen



Annexe à la lettre datée du 29 mai 2020 adressée au Président du Conseil de sécurité par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord auprès de l'Organisation des Nations Unies

Je vous écris comme suite à la déclaration faite par le Représentant permanent de la Mission du Venezuela auprès de l'Organisation des Nations Unies, lors de la réunion des membres du Conseil de sécurité consacrée à la situation au Venezuela qui s'est tenue le 20 mai 2020, ainsi qu'à la lettre que ce dernier vous a adressée le 26 mai 2020 en votre qualité de Président du Conseil de sécurité ce mois-ci.

Il est absolument faux d'affirmer que le Royaume-Uni, par l'intermédiaire de son Unité de reconstruction pour le Venezuela ou par un quelconque autre moyen, avait connaissance des événements qui se produiraient le 3 mai 2020 au cours desquels des officiers déserteurs vénézuéliens et des agents de sécurité privés ont débarqué au Venezuela à bord de vedettes.

L'Unité de reconstruction pour le Venezuela qui relève du Ministère des affaires étrangères et du Commonwealth a été créée en 2019 pour faire coïncider la stratégie du Royaume-Uni avec l'action menée à l'échelle internationale pour contrer le désastre économique et humanitaire du Venezuela. Le Royaume-Uni est résolu à collaborer avec des partenaires internationaux pour mettre fin de manière pacifique à l'effroyable crise que traverse le Venezuela et l'Unité de reconstruction pour le Venezuela en est l'illustration.

L'Unité s'est rendue au Venezuela à deux reprises, après avoir obtenu des visas auprès de l'ambassade du régime de Maduro à Londres, dans l'objectif de comprendre les enjeux et de déterminer comment le Royaume-Uni pourrait apporter son aide. Lors de la première visite, l'Unité a eu des échanges diplomatiques avec le Ministère des affaires étrangères du régime de Maduro. Lors de ces deux visites, l'Ambassadeur du Royaume-Uni, Andrew Soper, a évoqué publiquement l'Unité et son personnel. Le Chargé d'Affaires du Royaume-Uni à Caracas a précisé le rôle dévolu à l'Unité lorsque le Ministre des Affaires étrangères du régime l'a convoqué le 14 mai 2020. Le Gouvernement du Royaume-Uni, y compris l'Unité de reconstruction pour le Venezuela, n'avait aucune connaissance préalable des événements du 3 mai 2020 au Venezuela et ne tentait pas d'obtenir un « statut privilégié » pour les entreprises britanniques en cas de renversement de Nicolás Maduro.

Au regard de la référence faite aux navires de guerre du Royaume-Uni dans les Caraïbes, le Royaume-Uni maintient une présence maritime permanente dans l'Atlantique Nord pour garantir la sécurité de ses cinq territoires d'outre-mer dans les Caraïbes et dans la région. Le *HMS MEDWAY* constitue la présence maritime principale de cette année et le *RFA ARGUS* a été déployé en renfort en avril 2020 afin d'assurer une plus grande résilience en prévision de la saison annuelle des ouragans. Cette présence maritime ne relève pas d'une « agression secrète » contre le Venezuela.

En ce qui concerne la lettre envoyée au Conseil de sécurité le 26 mai 2020 par le Représentant permanent de la Mission vénézuélienne, je tiens à rappeler, comme cela a été dit précédemment au Conseil de sécurité, que la Banque d'Angleterre est un organisme public indépendant. Selon une pratique établie de longue date, le Gouvernement de Sa Majesté n'intervient pas dans ses affaires internes ni dans les litiges qui peuvent en découler. En tant qu'organisme public indépendant, la Banque d'Angleterre n'est pas un « exécutant » du Gouvernement du Royaume-Uni.

En outre, pour répondre aux autres allégations formulées, le Gouvernement du Royaume-Uni n'a en aucun cas spolié les Vénézuéliens des moyens financiers dont

ils ont besoin pour surmonter la crise humanitaire. D'ailleurs, nous figurons parmi les principaux contributeurs de l'action des Nations Unies et des efforts humanitaires déployés au Venezuela : nous nous sommes récemment engagés à verser 30 millions de dollars sur la période 2020-2022 pour venir en aide aux Vénézuéliens et Vénézuéliennes dans le besoin, aussi bien dans le pays que dans la région, ce montant venant s'ajouter aux 24 millions de dollars d'aide versés par le Royaume-Uni en 2019, qui servent aussi à lutter contre la pandémie de COVID-19. Nous réfutons en outre l'allégation selon laquelle nous sommes responsables de la privation de nourriture et de médicaments dont souffre le peuple vénézuélien. L'unique responsable des années de privation de nourriture, de médicaments et d'autres produits de première nécessité dont souffre le peuple vénézuélien et de la négation des droits humains n'est autre que le régime de Maduro, qui ruine depuis longtemps le Venezuela par sa corruption, son incompétence et son incurie.

Le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente
du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(Signé) Jonathan **Allen**
